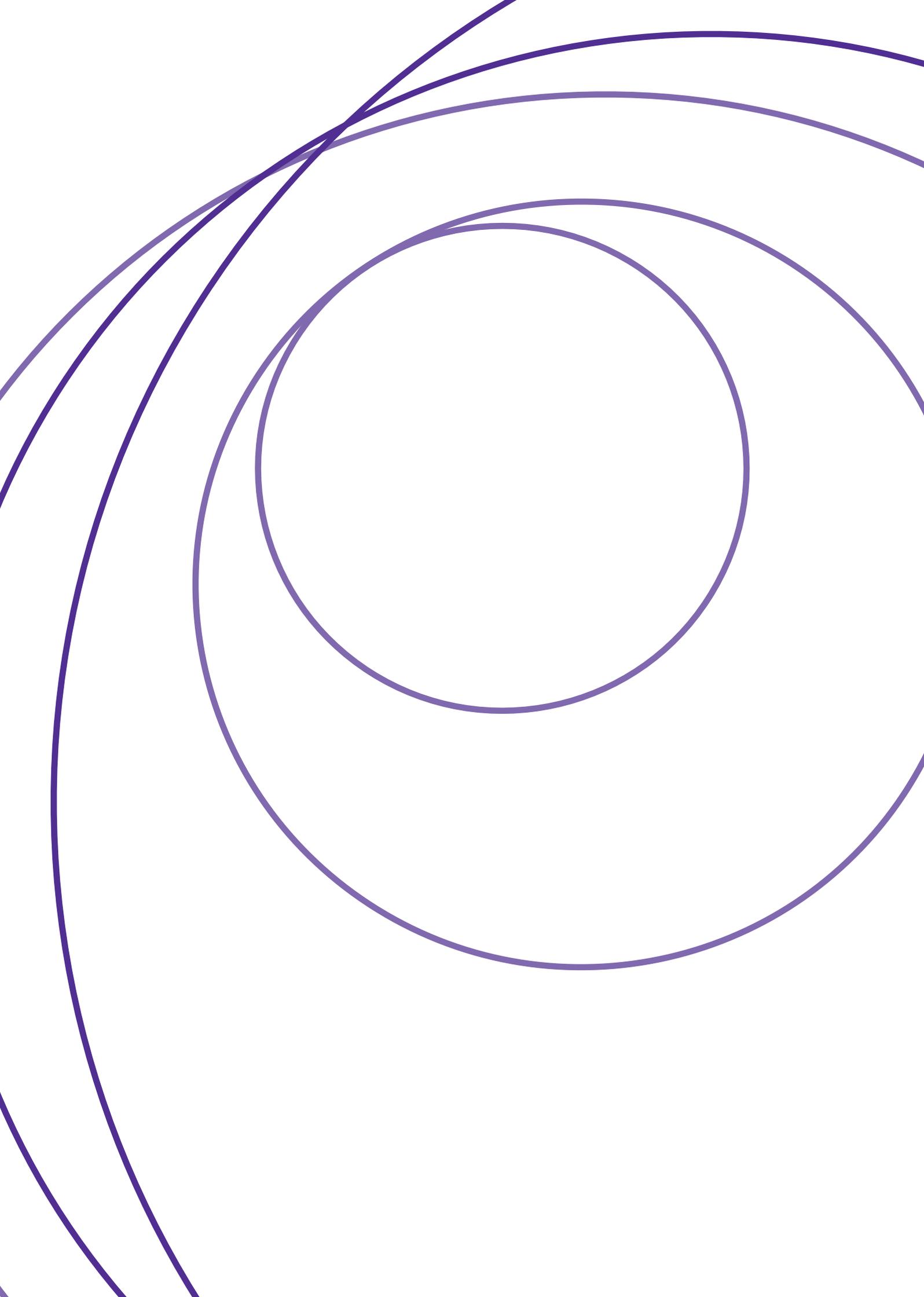


— Brésil – Cône Sud

Stratégie Régionale
2020-2024

#MondeEnCommun





SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1. PRÉSENTATION DE LA ZONE BCS : DES ENJEUX PARTAGÉS MALGRÉ LES DISPARITÉS	5
1.1 Un système de gouvernance décentralisé	7
1.2 Des pays à revenu intermédiaire	7
1.3 L'essor des classes moyennes	7
1.4 Des problèmes de compétitivité et de productivité économique	8
1.5 Reprimarisation	8
1.6 La crise de l'État providence	9
1.7 Une accélération du dérèglement climatique et une perte de biodiversité	9
1.8 Une urbanisation élevée et croissante	10
2. DÉFINITION DES PRIORITÉS D'ACTION DU GROUPE AFD DANS LA ZONE BCS	11
2.1 Réussir la transition territoriale et écologique	12
2.1.1 Favoriser la mobilité urbaine	12
2.1.2 Renforcer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement	12
2.1.3 Gérer durablement les sols et les écosystèmes	13
2.1.4 Accompagner l'accès à un logement décent	13
2.2 Réussir la transition énergétique	13
2.3 Une action ciblée sur la transition économique et financière et la transition politique et citoyenne	14
2.3.1 La transition économique et financière	14
2.3.2 La transition politique et citoyenne	14
3. AGIR AU NIVEAU RÉGIONAL ET TRANSFRONTALIER	15
3.1 FONPLATA, CEPAL et IDFC : des partenariats clés pour les activités sous-régionales	16
3.2 Soutenir une collaboration forte entre Directions Régionales à la mesure des dimensions de l'Amazonie	16
3.3 Développer les actions transfrontalières	17
4. PERSPECTIVES FINANCIÈRES	18
5. PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE	20
5.1 Développement des énergies renouvelables en Argentine	21
5.2 Agriculture durable et gestion des ressources naturelles au Brésil	21
5.3 Développement du Nord et du Nord-Est brésiliens	22
5.4 Réflexions sur le financement des collectivités brésiliennes et argentines	22
5.5 Plateforme sous-régionale de mise en relation et d'échanges entre partenaires	23
5.6 Prospection, communication et redevabilité	23
6. ANNEXE	24
Bilan des activités du Groupe sur la période 2015-2018 dans la zone BCS	25
LISTE DES SIGLES	27

INTRODUCTION

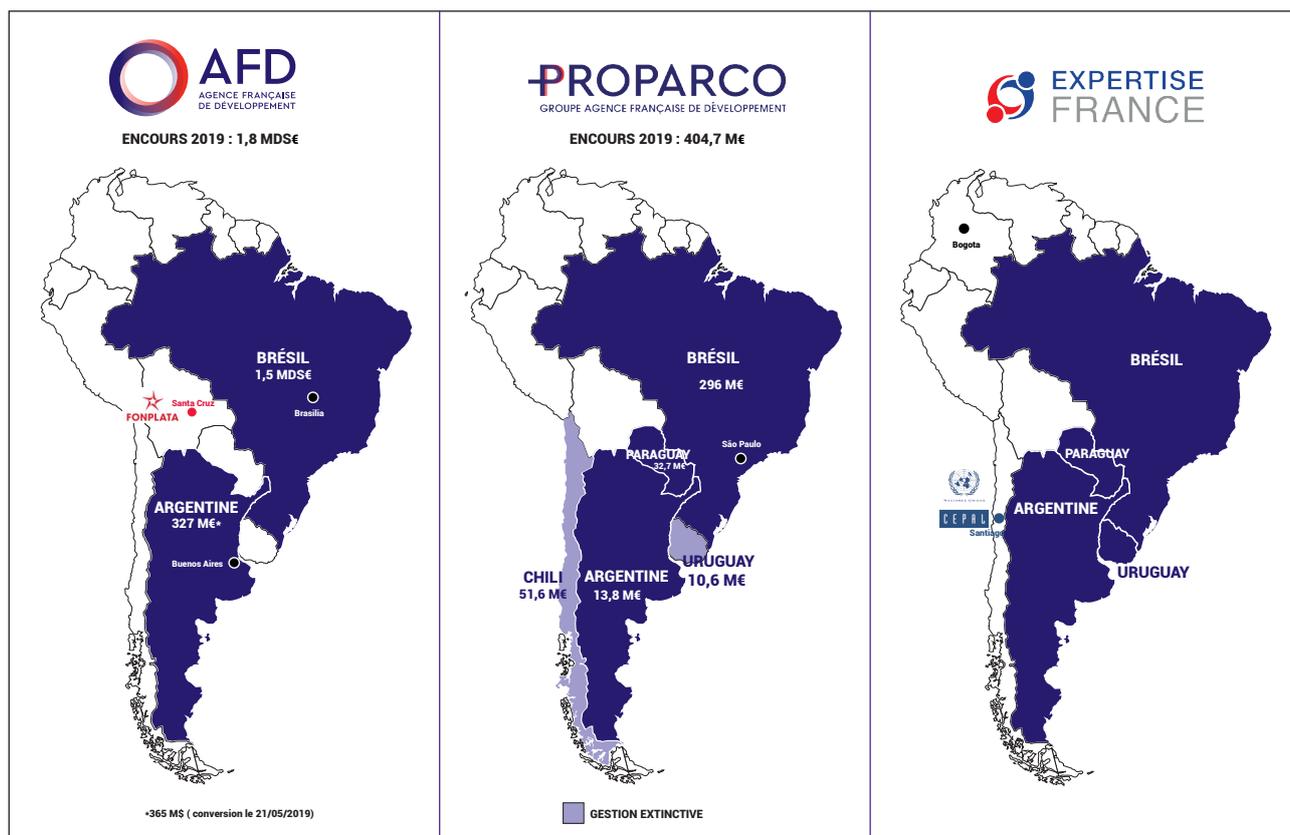
Ce document présente la stratégie de la Direction régionale Brésil Cône sud (Argentine, Brésil, Paraguay) créée en septembre 2017 et basée à Brasilia. Cette stratégie couvre la période 2020-2024, et son élaboration a fait l'objet d'une consultation interne, au sein du Groupe AFD. Elle a également été revue par les représentations de la France en Argentine, au Brésil et au Paraguay.

Cette stratégie décline au niveau de la région Brésil Cône sud (BCS) le plan d'orientation stratégique (POS) du groupe AFD¹, le *Cadre d'Intervention Régional Amérique latine* (CIR AML)², les différents *Cadres d'Intervention Sectoriels*, ainsi que les documents stratégiques internes de PROPARCO dans chacun de ses pays d'intervention. Elle est également en ligne avec le *Cadre d'Intervention Pays Brésil* (CIP).

Le groupe AFD dans son ensemble intervient dans les trois pays – Brésil, Argentine, Paraguay – selon les modalités découlant des mandats qui lui ont été confiés (figure 1) :

- l'AFD a mandat dans les pays éligibles à l'aide publique au développement (d'après la liste établie par le Comité d'Aide au Développement) pour lesquels elle a reçu une autorisation à intervenir du Comité interministériel de la Coopération et du Développement (CICID) : Argentine et Brésil ;
- PROPARCO, qui finance le secteur privé, a de son côté mandat dans l'ensemble des pays éligibles à l'APD dans la région (pour mémoire le Chili et l'Uruguay ne le sont plus) ;
- dans la perspective de l'intégration prochaine d'Expertise France au sein du Groupe AFD, les activités d'Expertise France dans la sous-région sont prises en compte dans ce document.

Figure 1 : Présence des entités du Groupe AFD et d'Expertise France dans la région BCS



Source : Groupe AFD

¹ En 2018, le Groupe AFD (AFD et PROPARCO) a procédé à une profonde refonte de son corpus stratégique en adoptant son nouveau Plan d'Orientation Stratégique (POS) pour la période 2018-2022, qui décline pour le Groupe les orientations de politique française de coopération internationale et du développement. Le POS traduit les Objectifs du développement durable (ODD) en six grandes transitions et cinq engagements, et s'inscrit également au niveau géographique pour définir et mettre en œuvre une trajectoire de développement propre à chaque territoire, pays, région.

² La stratégie « Amérique latine » correspond à l'aire géographique allant du Mexique à l'Argentine, intègre Cuba pour des raisons géopolitiques et exclut les pays de la région Caraïbes. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les trois stratégies régionales Amérique centrale, Andes et Brésil Cône Sud.



1.

**PRÉSENTATION
DE LA ZONE BCS :
DES ENJEUX PARTAGÉS
MALGRÉ LES DISPARITÉS**

Indicateurs clés

	Argentine	Brésil	Chili*	Paraguay	Uruguay*
Nombre d'habitants (2018)	44,5 M	209,5 M	18,7 M	7 M	3,5 M
Évolution PIB (2018-2019) PIB nominal en % ALC (2019)	-2,3 % 8,75 %	1,2 % 35,81 %	2,5 % 5,49 %	1,7 % 0,74 %	0,9 % 1,09 %
PIB/habitant (2019, USD courants)	10 006 USD	8 717 USD	14 896 USD	5 415 USD	16 690 USD
IDH (2019)	0,830	0,761	0,847	0,724	0,808
Coefficient Gini (2018)	0,414	0,539	0,444	0,462	0,397
Balance commerciale française (2018)	+ 234 M€	+ 1 085 M€	+ 628 M€	+ 34 M€	+ 66 M€
Participation multilatérale	G20 ; Mercosur ; Fonplata	G20 ; Mercosur ; Fonplata	Alliance du Pacifique	Mercosur ; Fonplata	Mercosur ; Fonplata
Engagements AFD (2017-2018) % AML (2009-2018)	311 M€ 4 %	1,9 Md€ 19 %	–	–	–
Signatures PROPARCO (2008-2018) % BCS (2008-2018)	38,6 M€ 4,7 %	602,7 M€ 74 %	69,1 M€ 7,9 %	63,6 M€ 7,8 %	42,3 M€ 5,2 %

* Note : Le Chili et l'Uruguay sont sortis de la liste du Comité d'Aide au développement (CAD) des pays éligibles à l'aide au développement, ces deux pays sont en gestion extinctive par PROPARCO, qui se limite donc désormais à suivre les participations en cours sans réaliser de nouvelles signatures.

Sources : Banque mondiale, Indicateurs de la Banque mondiale, <https://data.worldbank.org/>

Le Brésil et l'Argentine représentent ensemble 260 millions d'habitants et 2 300 milliards USD de PIB, soit la moitié de la population et du PIB de l'Amérique latine. États fédéraux démocratiques, ils ont eu un rôle pionnier dans la construction d'un État-providence et dans l'émergence et le développement de classes moyennes. L'appropriation et l'exploitation de l'espace ont, pendant longtemps, semblé pouvoir se faire sans limites. L'insertion internationale de ces deux économies est restée limitée (si on la compare à d'autres grands émergents). Le secteur primaire (agro-négoce) est aujourd'hui le principal atout de ces pays.

La construction d'une organisation régionale – le Mercosul/ Mercosur – dont font partie les trois pays concernés s'inscrit dans le mouvement d'intégration régionale et sous-régionale latino-américain. Elle en est l'une des formes les plus abouties (tarif extérieur commun, accords avec d'autres blocs régionaux, institutions communes), malgré des tensions politiques récurrentes entre ses membres.

Des caractéristiques communes et des défis comparables justifient donc pleinement que l'AFD ait une approche régionale. Elle doit le faire en conciliant l'objectif global de lutte contre le réchauffement climatique avec la gestion durable des ressources naturelles et la lutte contre les inégalités. Compte tenu de la taille de ces pays, l'échelle la plus pertinente de l'action est celle des territoires, de leurs banques de développement et de leurs entreprises.

1.1. UN SYSTÈME DE GOUVERNANCE DÉCENTRALISÉ

Le Brésil et l'Argentine sont deux Républiques fédérales, composées respectivement de 26 États et de 23 provinces, ainsi que d'une capitale fédérale. Les gouvernements fédéraux des deux pays sont confrontés à la problématique de l'équité, au sein d'un espace politique marqué par d'importantes disparités socioéconomiques. De plus, les restrictions budgétaires les obligent à ce que l'on nomme

parfois « fédéralisme coopératif », notamment en matière fiscale, et qui se traduit par une baisse des ressources des entités décentralisées.

Quant au Paraguay, il s'agit d'un « État unitaire décentralisé », dans lequel certaines compétences sont conférées par l'autorité centrale aux autorités locales.

1.2. DES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE

Le Brésil a bénéficié d'une décennie de progrès économique et social entre 2003 et 2014, portée par un cycle des matières premières exceptionnel et des taux d'intérêt internationaux favorables. Au cours de cette période, 29 millions de personnes sont sorties de la pauvreté et les inégalités ont considérablement diminué (augmentation des revenus de 7,1 % en moyenne pour les 40 % les plus pauvres³). Le Brésil a ensuite connu une période de récession forte entre 2015 et 2016 qui a dégradé la situation économique et sociale du pays. Les perspectives de croissance étaient depuis lors redevenues positives avec une croissance attendue du PIB de l'ordre de 2 % pour 2020⁴. Mais les effets de la Covid-19 ont conduit à une récession sans précédent, prévue à 9,1 % en 2020, un déficit budgétaire de 16 % du PIB et une hausse de la dette publique à 102,3 % du PIB selon le FMI. Malgré les mesures budgétaires pour amoindrir l'impact social de la crise, les inégalités économiques et sociales devraient s'accroître. La vigueur du rebond en 2021 ne suffirait pas à effacer les pertes de l'année en cours avec une croissance prévue par le Fonds de 3,6 %.

La situation économique et sociale est plus compliquée en Argentine. Le pays connaît à la fois une récession depuis 2018 et une accélération de l'inflation (47,4 % en 2018 et 53,8 % en 2019), avec pour effet une pauvreté en hausse s'expliquant par des destructions d'emplois et plus généralement par une baisse du pouvoir d'achat. Le taux de chômage est passé de 7,2 % au T4 2017 à 8,9 % au T4 2019 et celui du sous-emploi de 10,2 à 13,1 % dans la même période. D'autre part, la pauvreté est passée de 7,74 % de la population en 2017 à 9,56 % en 2018 selon la Banque mondiale⁵. La CEPAL, qui utilise sa propre méthodologie⁶, prévoit une hausse de la pauvreté de 26,7 % de la population en 2019 à 37,5 % en 2020, conséquence d'une récession de 10,5 %.

Au Paraguay, une certaine diversification de la structure productive a permis au pays de résister à la chute des prix des matières premières et place l'économie du pays dans une situation relativement favorable par rapport à la région du Cône sud, avec des perspectives de croissance volatiles mais positives.

1.3. L'ESSOR DES CLASSES MOYENNES

L'expansion de la classe moyenne au Brésil s'est accélérée à partir des années 2000 pour atteindre environ 55 % de la population, plaçant le pays dans la moyenne des pays latino-américains⁷. Cette classe moyenne se caractérise

néanmoins par une forte hétérogénéité ainsi que par une polarisation entre un segment aisé de taille limitée (17 %) et une part importante qui reste vulnérable à un retour dans la pauvreté.

³ Banque mondiale (2019), Revue du Brésil, <https://www.worldbank.org/en/country/brazil/overview>

⁴ OECD (2019), *Brazil Economic Outlook*.

⁵ Seuil des 5,50 USD par jour en PPA.

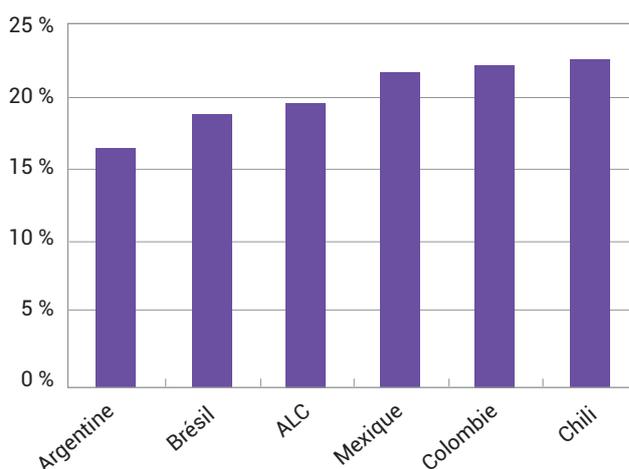
⁶ https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/44314/1/S1800852_es.pdf

⁷ CLÉMENT, M., Y.-A. FAURE, J.-P. BERROU, F. COMBARNOUS, D. DARBON et E. ROUGIER (2018),

« Anatomie de la classe moyenne brésilienne : identification, caractérisation et implications pour les politiques publiques », Papiers de recherche AFD, n° 2018-67, Juin.

En Argentine, bien que la classe moyenne soit l'une des plus robustes d'Amérique latine, elle ne cesse de perdre du terrain depuis trois ans, au profit des classes populaires. Le groupe AFD mène actuellement une étude similaire à celle du Brésil sur l'Argentine, afin de bien comprendre ses caractéristiques et les implications sur les politiques publiques, les résultats de cette étude sont attendus en début 2021. En Argentine comme au Brésil, la crise de la Covid-19 risque d'amplifier l'érosion des classes moyennes et de provoquer un « retour vers la pauvreté » du segment le plus fragile.

Investissement en % du PIB – Comparaisons régionales (moyenne 2002-2016)



1.4. DES PROBLÈMES DE COMPÉTITIVITÉ ET DE PRODUCTIVITÉ ÉCONOMIQUES

Déficit chronique d'infrastructures, coût élevé du capital et de la main-d'œuvre et complexité de la fiscalité, caractérisent le « custo »⁸ brésilien comme argentin. À l'inverse des pays du versant pacifique de l'Amérique du Sud, plus libéraux, la politique commerciale et industrielle en Argentine et au Brésil se caractérise par un niveau élevé de protectionnisme, voire de dirigisme, qui obère aujourd'hui leur avenir économique.

Le Brésil souffre notamment d'un environnement commercial peu compétitif, d'une fragmentation de son marché, d'une faible concurrence nationale et d'un très faible niveau

d'investissement dans les infrastructures (de l'ordre de 2 % du PIB). La compétitivité argentine, dans la moyenne des pays latino-américains et dernière des pays du G20, s'est également dégradée au cours des dernières années, plombée par l'instabilité macro-économique, et ce, malgré de nombreuses initiatives du gouvernement pour tenter d'améliorer l'attractivité du pays. Le Paraguay est la plus ouverte, commercialement, des cinq économies du Mercosur, elle repose largement sur le secteur agro-industriel et, dans une moindre mesure, sur la vente d'électricité à l'Argentine et au Brésil.

1.5. REPRIMARISATION

À partir des années 2000, l'augmentation du cours des matières premières et la croissance des volumes exportés, notamment sous l'effet de la demande chinoise, ont entraîné une reprimarisation des économies d'Amérique du Sud. En témoigne, par exemple, la part dans les exportations argentines, brésiliennes et paraguayennes des biens primaires ou faiblement industrialisés, respectivement 67 %, 62 % et 89 % en 2017⁹.

Le Brésil, troisième exportateur mondial de produits agricoles (derrière les États-Unis et l'UE) s'est donc trouvé frappé de plein fouet par la chute des cours dans la période 2015-2016. L'Argentine, bien qu'ayant mieux résisté dans un premier temps à la dégradation de l'environnement externe, fait face à une situation macroéconomique délicate à cause de la crise de ses finances publiques. Le Paraguay, quant à lui, dépend fortement de sa production agricole, 63 % de ses exportations sont agroalimentaires et les exportations du secteur primaire participent en moyenne à 20 % de son PIB.

⁸ Le « custo » représente les difficultés inhérentes à une implantation des entreprises dans un pays émergent.

⁹ OMC, World trade profiles 2019.

1.6. LA CRISE DE L'ÉTAT PROVIDENCE

L'approche basée sur le soutien de la demande interne qui a prévalu, aussi bien sous le parti travailliste au Brésil (2002-2016) que dans la période kirchneriste en Argentine (2003-2015), a permis la réalisation de nombreux progrès sociaux durant plus d'une décennie. Ce modèle se trouve aujourd'hui fortement menacé : le taux d'endettement brésilien a atteint 90 % du PIB en 2019 et approchera les 100 % en 2024¹⁰. En Argentine, la dette publique a atteint 80,7 % du PIB au deuxième trimestre 2019, mais dépassera les 90 % en fin d'année suite à la forte dévaluation du peso intervenue au mois d'août¹¹.

Afin d'atteindre l'équilibre budgétaire primaire en 2019 et dans le cadre d'un accord standby avec le FMI (prêt de 57 milliards de dollars accordé en juin 2018, dont 44 Mds USD déjà décaissés), le Président argentin Mauricio Macri a mis en œuvre un programme d'ajustement budgétaire et des hausses d'impôts. Si les dépenses sociales ont été à ce stade sanctuarisées, il demeure que le niveau de dette élevée et un déficit budgétaire encore important annoncent un frein aux dépenses publiques dans les années à venir, surtout dans le contexte des négociations que le gouvernement Fernandez entend mener avec le FMI.

Au Brésil, le plafonnement des dépenses a d'abord écrasé l'investissement public. Il a ensuite également pesé sur les dépenses sociales. La réforme des retraites, censée permettre une économie de 230 milliards d'euros au cours de la prochaine décennie (équivalent à 12 % du PIB de 2018), est loin d'avoir corrigé les inégalités d'un système fiscal régressif (l'impôt sur le revenu représente 5 % des revenus des ménages et la contribution des 10 % les plus riches reste très limitée). La crise de la Covid a remis au premier plan la question des aides aux plus fragiles et relancé le débat sur la réforme fiscale.

Les deux pays ont réagi de façon très différente à la pandémie de Covid-19. L'Argentine l'a fait en mettant en place des mesures de restriction de la circulation et en « dépolitisant » le sujet. Le Brésil a été – et demeure – tiraillé entre les positions du Président (niant la réalité de la pandémie, critiquant les mesures de confinement, promouvant la chloroquine, etc...) et celles de beaucoup d'élus locaux favorables à des mesures de confinement. Le nombre des cas de contagion et des décès reflète les effets de ces politiques. Les deux pays sont confrontés aux effets économiques et sociaux de la pandémie. Sur ce plan, la réponse brésilienne, adossée à de meilleurs « fondamentaux » économiques et financiers que l'Argentine, est plus forte et plus efficace, notamment pour limiter les effets sociaux de la récession.

1.7. UNE ACCÉLÉRATION DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET UNE PERTE DE BIODIVERSITÉ

Le Brésil et l'Argentine sont particulièrement vulnérables aux effets du dérèglement climatique et à l'accélération de l'extinction de masse des espèces. Ils partagent des défis tels que l'épuisement des ressources hydriques, la gestion d'épisodes climatiques extrêmes ainsi que l'érosion des côtes. L'Argentine fait partie des pays du globe ayant perdu la plus grande surface forestière au cours des 25 dernières années.

Les projections climatiques à horizon 2050 sur cette zone anticipent :

- une réduction des pluies sur les deux tiers Nord du Brésil, l'extrême Nord du Paraguay et l'Ouest argentin, mais une hausse des pluies ailleurs ;
- une hausse des pluies violentes sur tout le Brésil, le Paraguay et le Nord argentin ;
- un allongement des périodes de sécheresse sur la moitié du Brésil et le Nord de l'Argentine, et une hausse des températures de +2°C ;
- une élévation du niveau de l'océan dans la moyenne mondiale : de l'ordre de 35 cm et 100 cm en 2100.

¹⁰ FMI World Economic Outlook Database (Avril 2019).

¹¹ Ministère des Finances.

Ces évolutions vont perturber des activités économiques essentielles, accroître les risques climatiques, notamment les inondations, et fragiliser la biodiversité.

Le Président Bolsonaro est revenu sur son annonce de campagne de retirer le Brésil de l'Accord de Paris, dans lequel le pays fixait des objectifs ambitieux (réduction des émissions de 37 % d'ici 2025). Il maintient cependant son intention d'exploiter davantage la forêt amazonienne, et les taux de déforestation en Amazonie et dans le Cerrado

brésilien sont repartis à la hausse. Le Brésil a une responsabilité particulière dans la préservation de la biodiversité, les différents biotopes du pays abritant près de 20 % des espèces de la planète. La situation politique internationale et domestique engendrée par les incendies en Amazonie a conduit les autorités fédérales brésiliennes à mobiliser davantage de moyens dans la préservation de la forêt amazonienne ; dynamique dont les résultats restent encore à mesurer.

1.8. UNE URBANISATION ÉLEVÉE ET CROISSANTE

L'Argentine et le Brésil partagent un taux d'urbanisation avoisinant les 90 % de la population et une forte pression démographique et foncière dans les villes de São Paulo, Rio de Janeiro et Buenos Aires, qui comptent respectivement 19,5, 15 et 12,8 millions d'habitants.

Bien que partiellement compensé par le dynamisme de villes de l'intérieur telles que Brasilia, Cordoba et Mendoza, ce déséquilibre spatial pose une série de défis tels que l'engorgement de la circulation et des moyens de transport, la pollution, l'insécurité, ainsi que les inégalités sociales, économiques et spatiales.

“

L'Argentine et le Brésil partagent un taux d'urbanisation avoisinant les 90 % de la population, un déséquilibre spatial qui pose toute une série de défis.

2.

**DÉFINITION
DES PRIORITÉS
D'ACTION DU GROUPE AFD
DANS LA ZONE BCS**

Conformément aux Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030, au POS 2018-2022 et aux priorités identifiées par le Cadre d'intervention régional Amérique latine, la finalité de la DR BCS est de promouvoir la transition écologique et la justice sociale dans les trajectoires de développement. Cet objectif contribue à l'ambition du Groupe d'être 100 % Accord de Paris sur le climat et 100 % lien social. Le Groupe s'assurera donc que chacune de ses interventions est compatible avec une trajectoire de développement bas carbone et résilient et cherchera à renforcer les impacts bénéfiques pour la lutte contre le changement climatique. Il veillera également à renforcer le lien social, notamment en luttant contre les inégalités, entre les territoires et entre les personnes, avec une attention particulière pour les inégalités entre les femmes et les hommes.

Au regard des six transitions promues par le Groupe AFD et compte tenu des enjeux de développement de la sous-région, les activités de la DR BCS poursuivront deux axes d'activités prioritaires :

- La Transition territoriale et écologique.
- La Transition énergétique.

En parallèle, la DR BCS financera de manière ciblée des activités capables de répondre aux enjeux de la transition économique et financière, et de la transition politique et citoyenne.

Une intégration transversale des enjeux de justice sociale dans les projets financés

De nombreuses activités de la DR, en cours ou prévues, s'attacheront à renforcer le lien social (« 100 % lien social ») qui fonctionnera comme axe transversal d'action pour l'ensemble des activités de la DR.

Par ailleurs, l'activité d'Expertise France contribuera, *via* les programmes financés par l'UE, à cet objectif à travers :

- le programme SOCIEUX+, Expertise France fournit des assistances techniques en matière de protection sociale et de politique de l'emploi ;
- le pilier « Politiques d'égalité de genre » du programme EUROsocial+, mis en œuvre par Expertise France, vise à renforcer les politiques publiques d'égalité de genre dans 18 pays latino-américains (dont l'Argentine, le Brésil et le Paraguay).

2.1. RÉUSSIR LA TRANSITION TERRITORIALE ET ÉCOLOGIQUE

La réussite de la transition territoriale et écologique est placée au cœur de la stratégie du Groupe AFD dans la zone. Le portefeuille de l'AFD au Brésil contribue d'ores et déjà fortement à la stratégie climat du groupe AFD (70 % de co-bénéfices climat). Les axes de travail opérationnels suivants sont envisagés :

2.1.1 Favoriser la mobilité urbaine

En ligne avec la stratégie Groupe, l'AFD et PROPARCO continueront à collaborer étroitement sur les projets de mobilité urbaine, qui mobilisent à la fois des fonds privés et publics et qui, de ce fait, peuvent constituer des opportunités d'interventions conjointes. Cet axe de travail s'inscrit dans l'atteinte de l'ODD 11 – Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Dans ce contexte, lorsqu'elle sera pertinente, la formulation d'offres de financement « Groupe AFD » sera envisagée, ainsi qu'un accompagnement des intérêts français. L'AFD s'attachera à mobiliser le Fonds Vert pour le Climat, notamment autour du projet régional de développement de la mobilité électrique.

2.1.2 Renforcer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement

La population a un faible taux d'accès à l'assainissement collectif : 39 % au Brésil et 26 % en Argentine¹². La gestion intégrée et la préservation des ressources en eau, ainsi que l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement, continueront à être une priorité pour l'AFD dans la zone BCS, en ligne avec l'atteinte de l'ODD 6 (Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau). Il s'agit de secteurs porteurs pour l'offre des entreprises françaises.

¹² Rapport JPM UNICEF – OMS 2017, <https://washdata.org/sites/default/files/documents/reports/2019-05/JMP-2017-report-final.pdf>

Le secteur a pris une place importante dans le portefeuille argentin, avec un programme d'amélioration des services d'eau et d'assainissement dans le Nord en cours de mise en œuvre et des demandes émanant de plusieurs provinces dans ce secteur (Santa Fe, Cordoba, Mendoza, notamment). L'adoption d'un nouveau cadre juridique de l'assainissement au Brésil peut ouvrir de nouvelles possibilités opérationnelles, y compris pour des offres « Groupe AFD ».

Le Groupe visera en priorité les régions moins développées économiquement, en particulier dans le Nordeste brésilien.

2.1.3 Gérer durablement les sols et les écosystèmes

Une part importante des activités sera dédiée à l'utilisation des sols, notamment au Brésil, où l'agriculture et l'agro-industrie demeurent des secteurs clés de l'économie (environ 25 % du PNB et 40 % des exportations). Dans ce contexte, le développement d'une agriculture plus durable s'avère primordial. Différentes initiatives publiques et privées existent mais elles manquent souvent d'appuis technique, financier et/ou politique. L'AFD a commencé à travailler en Amazonie brésilienne (projet TerrAmaz). Son action vise à répondre à la fois à des besoins de développement « classiques » mais essentiels pour l'écosystème régional (par ex, l'assainissement) et à encourager des modes de production durable et de préservation des écosystèmes forestiers. Cette action est articulée et contribue aux axes stratégiques définis par la France, notamment en lien avec l'Alliance sur les forêts tropicales. Elle complète d'autres financements portés par la France, comme le Natural Capital Lab de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), qui développent plusieurs initiatives dans la sous-région.

L'AFD développera également des actions de gestion durable des écosystèmes dans le Nordeste brésilien et dans la pampa (Brésil et Argentine).

Pour sa part, dans le cadre du programme EUROCLIMA+ en Amérique latine, Expertise France coordonne le renforcement de la coopération régionale, le dialogue et l'apprentissage sur des approches novatrices d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, dans l'optique notamment de préserver la biodiversité et d'augmenter la résilience des communautés locales.

La poursuite de ces activités s'inscrit dans l'atteinte des ODD 12 (Établir des modes de consommation et de production durables) et 15 (Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité).

2.1.4 Accompagner l'accès à un logement décent

Les conséquences sociales de la Covid-19 risquent d'aggraver les inégalités et de faire basculer de nouveau une partie de la classe moyenne dans la pauvreté. L'AFD pourra soutenir des projets d'accès au logement dès lors qu'ils seront porteurs de co-bénéfices pour le climat (possibilité de financement dans la province de Córdoba en Argentine, intérêt exprimé par la Caixa brésilienne à plusieurs reprises).

2.2. RÉUSSIR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le développement des énergies renouvelables non conventionnelles et le renforcement de l'efficacité énergétique continueront d'être des priorités fortes pour le Groupe AFD en Argentine et au Brésil. Ces activités sont en ligne avec l'ODD 7 (Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable) et l'ODD 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions).

L'Argentine s'est fixé au moment des Accords de Paris un objectif ambitieux de 20 % d'énergies renouvelables non conventionnelles dans son mix de production électrique en 2025 (capacité installée cible d'environ 10 GW), contre 2 % fin 2016. Si le Gouvernement actuel axe désormais son discours, au regard notamment de la crise économique traversant le pays, sur la question du redressement de l'appareil productif et de l'emploi, une relance durable est recherchée et le Groupe AFD continuera à déployer l'ensemble de ses instruments en Argentine :

→ L'AFD octroie des lignes de crédits verts aux banques publiques pour financer des projets d'énergies renouvelables.

→ PROPARCO finance des promoteurs de projets RenovAr¹³ et pourrait (1) faire de même avec les projets MATER¹⁴; et (2) souscrire à des *green bonds* auprès de banques privées afin de promouvoir ce type de projets.

Avec une capacité électrique installée composée à 68 % par l'énergie hydroélectrique, les défis au Brésil sont considérables pour diversifier un parc surexposé au risque de sécheresse, promouvoir de nouvelles sources d'énergies renouvelables et soutenir l'innovation technologique.

→ S'appuyant sur le partenariat noué avec la BNDES, l'AFD accompagnera les politiques publiques brésiliennes de développement des énergies renouvelables et de promotion de l'efficacité énergétique (lignes de crédit non souveraines auprès des banques et prêts directs aux entreprises publiques du secteur).

→ PROPARCO poursuivra son soutien aux initiatives privées, *via* des financements de haut de bilan, et/ou complémentaires à ceux proposés par les banques publiques de développement locales, ainsi que des interventions visant à faciliter la mobilisation des marchés de capitaux.

→ Les projets d'efficacité énergétique portés par les villes seront également ciblés.

2.3. UNE ACTION CIBLÉE SUR LA TRANSITION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ET LA TRANSITION POLITIQUE ET CITOYENNE

2.3.1 La transition économique et financière

Le partenariat avec les banques publiques est un élément clé de la mise en œuvre de la stratégie de l'AFD dans cette région. Il sera poursuivi et approfondi, tant avec les banques fédérales (BNDES, Caixa, Banco do Brasil au Brésil, BICE en Argentine) qu'avec les banques des États fédérés ou des provinces (BRDE, BDMG) et avec les associations de banques (ABDE). Les financements et la coopération technique mis en place appuieront les stratégies ODD/Climat de ces partenaires. En complément, le Groupe poursuivra son soutien aux initiatives privées dans ces domaines *via* les interventions de PROPARCO auprès des banques locales, ciblées sur des thématiques telles que l'agriculture et l'agro-industrie, le climat.

S'agissant de la CEPAL, des discussions sont en cours pour la signature au deuxième semestre 2020 d'un MoU permettant d'encadrer une coopération dans les domaines de (i) la modélisation macroéconomique bas carbone (projet GEMMES) (ii) le financement pour la transition énergétique et (iii) la transition juste et la stimulation de l'emploi.

Enfin, les nombreuses collaborations avec le secteur bancaire sont également propices à renforcer la prise en compte du genre dans les pratiques des différents acteurs

et soutenir l'insertion professionnelle des femmes. En Argentine, l'AFD travaille et continuera à travailler avec la BICE sur un programme d'entrepreneuriat féminin.

2.3.2 La transition politique et citoyenne

En Argentine et au Brésil, l'AFD continuera à accompagner les réformes structurelles engagées, afin de garantir la pérennité et la qualité des services publics à travers une bonne gestion de la dépense et de l'investissement publics, et la recherche de synergie avec le secteur privé.

Ainsi, l'AFD appuie les provinces argentines dans l'amélioration de leurs performances en matière de gouvernance financière, et dans la modernisation de leur administration et de leurs systèmes de cadastres. Elle accompagne également la Province de Santa Fe dans l'élaboration d'un premier budget sensible au genre dès l'exercice 2021, démarche inédite pour une province argentine (hors CABA). L'intégration du Genre dans l'exercice des politiques publiques constitue plus généralement un axe prometteur pour les interventions de l'AFD en Argentine, au regard du portage politique donné nationalement et localement sur ce sujet. Enfin, PROPARCO fournit un appui ponctuel, sur des sujets de gouvernance, à des entreprises privées.

¹³ Le programme RenovAr vise à doter l'Argentine de 10 GW de capacité d'énergie renouvelable d'ici fin 2025.

¹⁴ Marché à terme dans le secteur des énergies électriques renouvelables *Mercado a Término de las Energías Renovables* (MATER)

The background features several overlapping, thin purple circular lines of varying radii, creating a dynamic, abstract pattern. The lines are centered around the text, with some passing through the letters of the number '3'.

3.

**AGIR AU NIVEAU
RÉGIONAL ET
TRANSFRONTALIER**

3.1. FONPLATA, CEPAL ET IDFC : DES PARTENARIATS CLÉS POUR LES ACTIVITÉS SOUS-RÉGIONALES

Aussi bien en Argentine qu'au Brésil, le Groupe AFD s'est associé aux bailleurs multilatéraux présents dans la zone BCS (Banque Mondiale, BEI, BID, CAF) et leurs filiales dédiées au secteur privé. En outre, le Groupe agit au sein d'une série d'institutions sous-régionales pour mener des actions multi-pays.

Ainsi, FONPLATA intervient comme acteur financier pour favoriser le développement de projets stratégiques dans le bassin versant du Rio de la Plata, qui comprend trois des pays d'intervention de l'AFD en Amérique du Sud (Argentine, Bolivie et Brésil). En avril 2018, l'AFD a octroyé une ligne de crédit de 20 M\$ à FONPLATA qui, en plus de lui permettre de se renforcer sur les enjeux régionaux tels que le dérèglement climatique, permet à l'AFD de renforcer son action et sa visibilité dans une zone où sa présence est encore relativement récente. La collaboration avec FONPLATA pourrait également permettre de poursuivre des opérations en Argentine *via* le refinancement de projets FONPLATA en Argentine.

La coopération entre la France et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a pour but (i) d'appuyer techniquement la mise en œuvre des initiatives en matière de développement durable dans le cadre du programme de travail de la CEPAL et (ii) de faciliter l'échange d'expertise et l'exécution d'actions communes pour favoriser la mise en œuvre de l'Accord de Paris et l'exécution des CDN des pays de la région. L'AFD pourra appuyer ces activités dans les domaines qui la concernent.

Enfin, la zone BCS est bien représentée dans le réseau IDFC : la BNDES (Brésil), Banco Estado (Chili) et la CAF font partie des 24 banques nationales, régionales et bilatérales de développement qui composent IDFC. L'adhésion en octobre 2019 de BICE, avec qui une première collaboration vient d'être signée, renforcera cette représentation. IDFC a prouvé qu'elle était la plateforme idoine pour promouvoir l'Agenda 2030 dans la sous-région, en particulier la transition écologique et le développement urbain durable, ainsi que le développement de financements non-souverains.

3.2. SOUTENIR UNE COLLABORATION FORTE ENTRE DIRECTIONS RÉGIONALES À LA MESURE DES DIMENSIONS DE L'AMAZONIE

Les dispositifs de gestion de la terre et des forêts du biome amazonien souffrent du manque de coordination entre les différents États concernés (Colombie, Venezuela, Guyana, Suriname, France -Guyane - et Brésil). Dans la droite ligne de la *Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée* du Ministère de la Transition écologique et solidaire, l'AFD travaille sur une démarche territoriale qui s'appuie sur un opérateur régional ou sur un consortium d'acteurs, afin de soutenir la dynamique de développement de collectivités territoriales amazoniennes, notamment au niveau municipal. Ces projets de territoires ont pour objectif principal de lutter contre la déforestation en renforçant la durabilité des systèmes de production et d'élevage ainsi qu'en promouvant l'agro-écologie et l'agroforesterie, tout en appuyant les politiques et mécanismes de contrôle.

En prenant appui sur les Dispositifs de Recherche et d'Enseignement en Partenariat (DP) développés par le CIRAD avec ses partenaires nationaux et régionaux dans le cadre du DP Amazonia « Forêts, agriculture et territoires » (Brésil, Colombie et Guyane), les DR concernées (DR Andes, DR BCS et DR Atlantique) chercheront à réunir les différents acteurs et assurer une coordination fluide.

Hors Amazonie, un des points de collaboration avec les autres DR sera le réseau d'ALIDE qui réunit les banques d'Amérique Latine et qui comprend de nombreuses banques brésiliennes et argentines.

3.3. DÉVELOPPER LES ACTIONS TRANSFRONTALIÈRES

La coopération transfrontalière est une singularité de la relation entre le Brésil et la France, la France – avec la Guyane – étant le seul pays européen à partager plus de 700 km de frontière avec le Brésil. Cette coopération touche aux domaines de la santé, de l'éducation, du développement durable. Elle répond aux préoccupations de chaque partie, liées aux risques transfrontaliers (immigration clandestine, sécurité, orpaillage illégal, risque sanitaire) et encourage le développement économique, social et culturel entre les deux territoires. La commission mixte transfrontalière réunit chaque année les autorités territoriales et nationales des deux pays pour en assurer le pilotage. L'ouverture à la circulation du pont transfrontalier sur l'Oyapock en 2017 reste le projet le plus emblématique.

L'AFD intervient à partir de l'agence de Cayenne, en soutien à des projets d'infrastructure (télécommunication, interconnexion électrique). Dans ce cadre, l'Agence contribue aux échanges relatifs à la préparation du projet Arco Norte qui a pour objectif l'interconnexion électrique des pays du plateau des Guyanes : Brésil (par ses deux États du Nord, Amapa et Roraima), Guyana, Suriname et Guyane.

Les pistes de coopération transfrontalière entre l'Argentine et le Brésil seront également explorées.

The background features several overlapping, thin purple circular lines of varying radii, creating a dynamic, abstract pattern. The lines are centered around the text, with some passing behind and others in front of it.

4.

**PERSPECTIVES
FINANCIÈRES**

Argentine : en fonction de l'évolution de la situation économique, l'AFD cherchera à revenir progressivement vers le niveau d'engagement annuel établi depuis 2017 : 100 M€ en financements souverains et des financements non-souverains calibrés en fonction de la demande des acteurs publics locaux, y compris les collectivités publiques en capacité d'emprunter sans la garantie fédérale (cas de certaines provinces et banques publiques). La possibilité d'intervenir sans garantie souveraine est un véritable atout distinguant l'AFD en Argentine, aucun des autres organismes multilatéraux présents ne le faisant. De son côté et sur la base des projets en instruction à date, PROPARCO pourrait prévoir environ 250 M € en nouvelles signatures pour la période 2019-2020, si l'évolution de la situation macroéconomique et politique du pays le permet.

Brésil : conformément aux orientations détaillées dans la stratégie Brésil, pour la période 2018-2022, le niveau d'engagement devrait atteindre 1,5 Mds € pour l'AFD et 500 M € pour PROPARCO, soit environ en 5 ans l'équivalent des 10 premières années d'intervention 2007-2017.

Paraguay : les perspectives d'intervention de PROPARCO au Paraguay sont à hauteur d'environ 70 M € pour la période 2019-2020.

“

Activités de l'AFD au Paraguay

PROPARCO et Expertise France interviennent au Paraguay. La question de l'intervention éventuelle de l'AFD est soumise à l'examen de l'État.

5.

**PLAN DE MISE
EN ŒUVRE
DE LA STRATÉGIE**

Au sein de la DR BCS, une réflexion collective associant le département géographique Amérique latine (AML) et les agents de Brasília, São Paulo et Buenos Aires a été engagée, à travers notamment des séminaires semestriels (décembre 2017, juin et décembre 2018, juin et novembre

2019). Ces derniers ont permis d'identifier six axes de travail sur lesquels la mise en commun de connaissances et la mise en œuvre d'actions concertées au sein du Groupe AFD et de la sous-région peuvent renforcer les impacts du Groupe.

5.1. DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ARGENTINE

Aggravée par la crise actuelle, la faible liquidité du secteur financier argentin, en particulier sur les maturités requises par ce type de projets, ainsi que l'activité limitée des prêteurs internationaux en Argentine, rendent difficile la mise en place des financements nécessaires à la réalisation de ces projets. En tenant compte des objectifs que se fixe le Gouvernement argentin en termes de priorisations des projets exploitant le potentiel offert par les entreprises locales d'une part, mais également de soutien aux secteurs à forte intensité de main d'œuvre, le Groupe AFD va chercher à appuyer l'émergence des énergies renouvelables *via* :

- des financements directs auprès de promoteurs de projets publics et privés ;
- des lignes de crédit dédiées mises à disposition de banques locales publiques et privées ;
- des financements directs auprès de promoteurs de projets MATER (*a priori* privés).

Certains projets pourraient d'ailleurs bénéficier d'une combinaison de financements directs et intermédiés mis à disposition par l'un et/ou l'autre des guichets du Groupe AFD.

Les équipes PROPARCO, qui suivent le processus de développement des énergies renouvelables en Argentine depuis son lancement en 2015, ont permis une appréhension rapide du contexte par les équipes AFD. Un partage permanent d'informations sera poursuivi afin d'assurer la coordination et l'efficacité de l'action du Groupe sur ce secteur. À plus long terme, au-delà des projets actuellement en instruction, PROPARCO, qui a bientôt atteint sa limite d'exposition sur le programme Renovar, cherchera à diversifier le risque au profit d'autres secteurs tels que l'agriculture, les institutions financières et les télécommunications.

5.2. AGRICULTURE DURABLE ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES AU BRÉSIL

Le Groupe AFD, y compris Expertise France (programme EUROCLIMA+), cherche à contribuer au développement d'une agriculture et plus généralement d'un usage des sols plus respectueux de l'environnement et moins émissifs au Brésil (agroforesterie, gestion durable des forêts), *via* une action concertée ciblant :

- le renforcement du dialogue de politique publique avec le gouvernement fédéral, les banques publiques de développement et les collectivités locales (États fédérés et municipalités) sur ce thème ;
- des interventions en dette auprès de collectivités locales, assorties de composantes d'AT ;

- des lignes de crédit dédiées mises à disposition de banques locales (publiques ou privées), éventuellement assorties d'assistance technique ;
- des financements auprès d'acteurs privés ;
- des coopérations techniques.

L'agro-commerce étant fortement subventionné au Brésil, à la fois par le gouvernement et les bailleurs locaux et internationaux, il s'agira pour le Groupe AFD d'identifier et de se positionner sur des secteurs de niche tels que les coopératives et la filière biologique.

Le bassin amazonien, considéré comme un réservoir de terres arables et de ressources naturelles, subit de multiples pressions qui induisent le recul de la forêt et l'appauvrissement de la biodiversité. L'AFD a approuvé le projet *TerraAmaz* (avec AVSF, le Cirad et ONF International) qui

permettra d'accompagner la planification durable des territoires, de soutenir des initiatives pilotes de certification territoriale et de filières agricoles durables et de soutenir le développement de mécanismes de financements innovants.

5.3. DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DU NORD-EST BRÉSILIENS

Les régions Nord et Nord-Est du Brésil souffrent d'importants retards en termes de développement économique et social par rapport aux régions Sud et Sud-Est. Les raisons sont multiples et l'écart ne cesse de se creuser, du fait notamment de la concentration du pouvoir économique dans le sud du pays. Le Groupe AFD mobilisera donc ses ressources pour soutenir des projets contribuant au développement de ces régions, en particulier dans le secteur des infrastructures, qu'elles soient directement productives (énergie) ou indirectement, en contribuant au développement de l'activité économique et au progrès social (transport, eau et assainissement, éclairage public), en particulier en milieu urbain.

Cette action concertée se matérialisera par :

- le renforcement du dialogue de politique publique avec le gouvernement fédéral et les collectivités locales (États fédérés et municipalités) de ces régions ;

- des interventions en dette auprès de collectivités locales, assorties de composantes d'assistance technique, dans le cadre de projets de développement ;

- des lignes de crédit dédiées mises à disposition de banques de développement locales publiques, éventuellement assorties d'assistance technique, en soutien de projets de développement de ces régions ;

- des financements (ou garanties de financement) auprès d'acteurs privés portant des projets d'infrastructures dans ces régions, en particulier dans le cadre de PPP.

Par ailleurs, un travail spécifique sera mené conjointement avec les parties prenantes pour appréhender les risques induits par les PPP portés par des collectivités locales, en vue de tenter de structurer des solutions « Groupe » de financements (ou de garanties) adaptées.

5.4. RÉFLEXIONS SUR LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS BRÉSILIENNES ET ARGENTINES

La structure fédérale du Brésil et de l'Argentine donne un rôle important aux collectivités locales dans la mise en œuvre des politiques publiques et des projets de développement. La grande autonomie des territoires est donc un élément clé orientant la stratégie AFD dans la sous-région. Les États fédéraux garantissent les emprunts externes souscrits par les collectivités locales (et les encadrent strictement). Certaines CL argentines ont réalisé des émissions obligataires sans garantie.

Le financement des CL pourrait connaître des évolutions au Brésil. Il appelle de la part de l'AFD un suivi et un dialogue régulier avec les différentes parties prenantes, y compris les regroupements des CL (consortiums d'États fédérés ou de communes) et les autres bailleurs internationaux.

À ce titre, l'Agence a mis en œuvre plusieurs initiatives, notamment en engageant une réflexion avec les nouvelles autorités brésiliennes (*la Secretaria do Tesouro Nacional*) autour du financement des entités locales, lors d'un séminaire en mars 2019, et en initiant des discussions avec la CAF sur la possibilité de réaliser une étude comparative

Brésil/Argentine sur le financement des collectivités. En Argentine, des discussions existent également avec la CAF afin d'explorer les possibilités que pourrait offrir le secteur municipal en termes de financement. Par ailleurs, l'Agence développe et entretient un dialogue direct et suivi avec les élus locaux.

Les points qui précèdent font l'objet d'un dialogue régulier du groupe AFD avec les entreprises françaises par les canaux habituels (chambres de commerce, CCEF, en lien avec les services de l'État). La France est un des tout premiers investisseurs étrangers dans la région, notamment dans les secteurs des ENR et de la ville durable. Le sujet de l'assainissement est également riche d'opportunités d'investissements futurs.

5.5. PLATEFORME SOUS-RÉGIONALE DE MISE EN RELATION ET D'ÉCHANGES ENTRE PARTENAIRES

En mars 2018, la DR a tenu un atelier sur le climat réunissant les banques BRDE et BICE au cours duquel BRDE a pu partager les leçons de sa collaboration sur cette thématique avec BICE, avec qui l'AFD venait de démarrer un partenariat. Ce fut également l'occasion pour BICE de partager sa propre expérience dans l'émission de bons verts auprès de BRDE qui souhaite s'engager dans cette voie.

Partant du succès de cette première initiative d'échange d'expériences, ce type de mise en relation régionale continuera à être promu, en particulier dans la mesure où il s'inscrit totalement dans la logique de la *Mainstreaming Climate Initiative* et de IDFC.

5.6. PROSPECTION, COMMUNICATION ET REDEVABILITÉ

En lien avec le Siège, la DR poursuivra le développement et la mise à jour d'outils de prospection et de communication communs au Groupe AFD (fiches pays et régionales, présentations transversales ou sectorielles, kit commun de prospection, sites web, etc.), prenant appui sur la communication fluide entre les équipes et le recours aux outils du Groupe (La Ruche, notamment). Ce partage d'information et des actions de communication conjointes continueront également à s'étendre à l'« équipe France » dans la zone couverte par la DR : Business France (en partageant, en amont, l'information sur les projets AFD, PROPARGO et Expertise France), Ambassades, services économiques, French Tech à São Paulo et Buenos Aires, ainsi que les entreprises françaises.

En outre, la DR cherchera à mobiliser plus systématiquement Expertise France, à l'instar de la mise en œuvre du FEXTE sur la gouvernance des PPP au Brésil, octroyé fin 2017 et qui a fait l'objet de plusieurs missions conjointes AFD – Expertise France au Brésil depuis février 2018.

Tous les secteurs d'intervention de l'AFD au Brésil et en Argentine (mobilité urbaine, gestion des sols et écosystèmes, etc.) sont des secteurs sur lesquels des acteurs territoriaux français projettent traditionnellement une expertise : agences d'urbanisme, autorités organisatrices de transports, parcs naturels, chambres d'agriculture, etc. Leur travail amont (planification, gouvernance, renforcements des capacités) et les modèles et outils français dont ils sont porteurs sont de nature à « paver la voie » aux acteurs économiques français.

Enfin, dans la lignée de l'attention croissante portée à la redevabilité au sein du Groupe AFD, la DR cherchera, à chaque fois qu'il est possible et pertinent de le faire, à consolider et communiquer les impacts obtenus par le Groupe dans la région.

The background features several overlapping, hand-drawn style purple swirls that create a sense of motion and depth. The swirls are composed of thick, dark purple lines that curve and loop around each other.

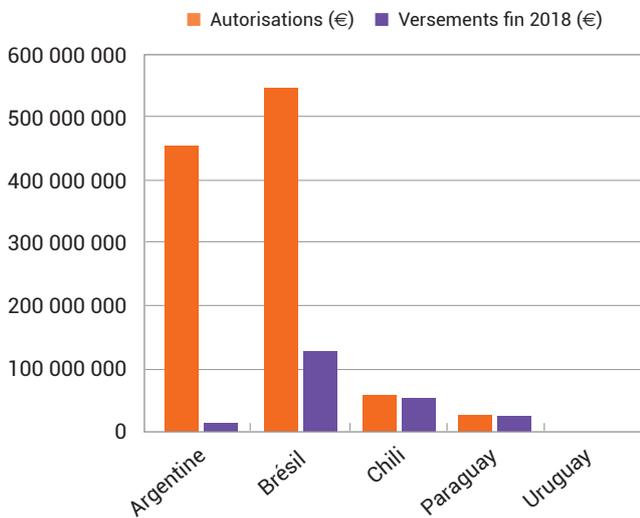
6.

ANNEXE

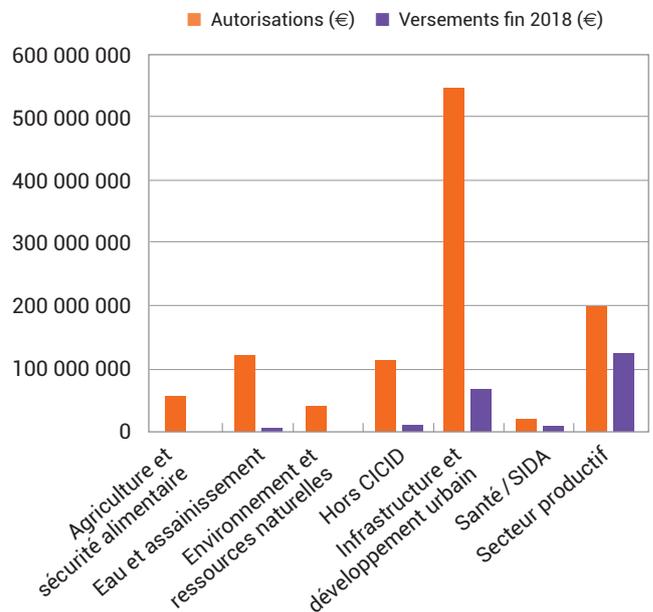
BILAN DES ACTIVITÉS DU GROUPE SUR LA PÉRIODE 2015-2018 DANS LA ZONE BCS

Total autorisations 2015-2018 :	1 091 M€
Total autorisations à co-bénéfice climat :	773 M€
Total autorisations à co-bénéfice genre :	115 M€
Total du coût État mobilisé :	0 M€

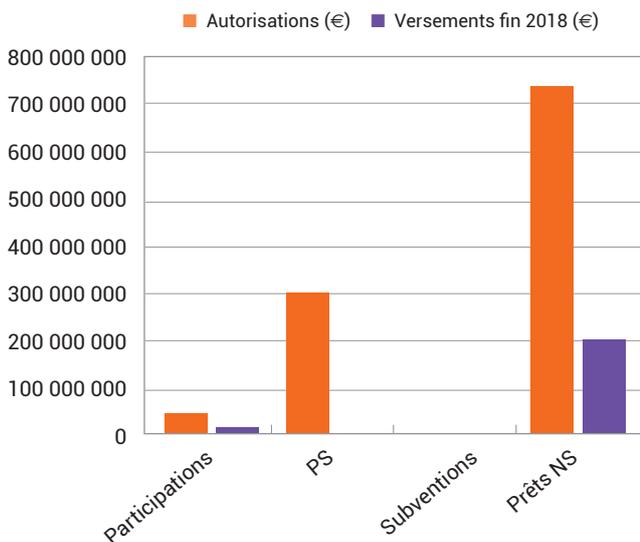
Autorisations et versements du Groupe par pays entre 2015 et 2018 (en euros)



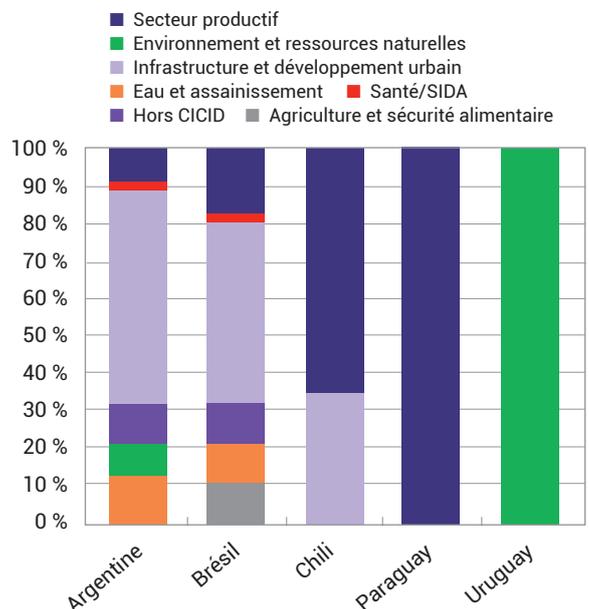
Autorisations et versements du Groupe par secteur entre 2015 et 2018 (en euros)

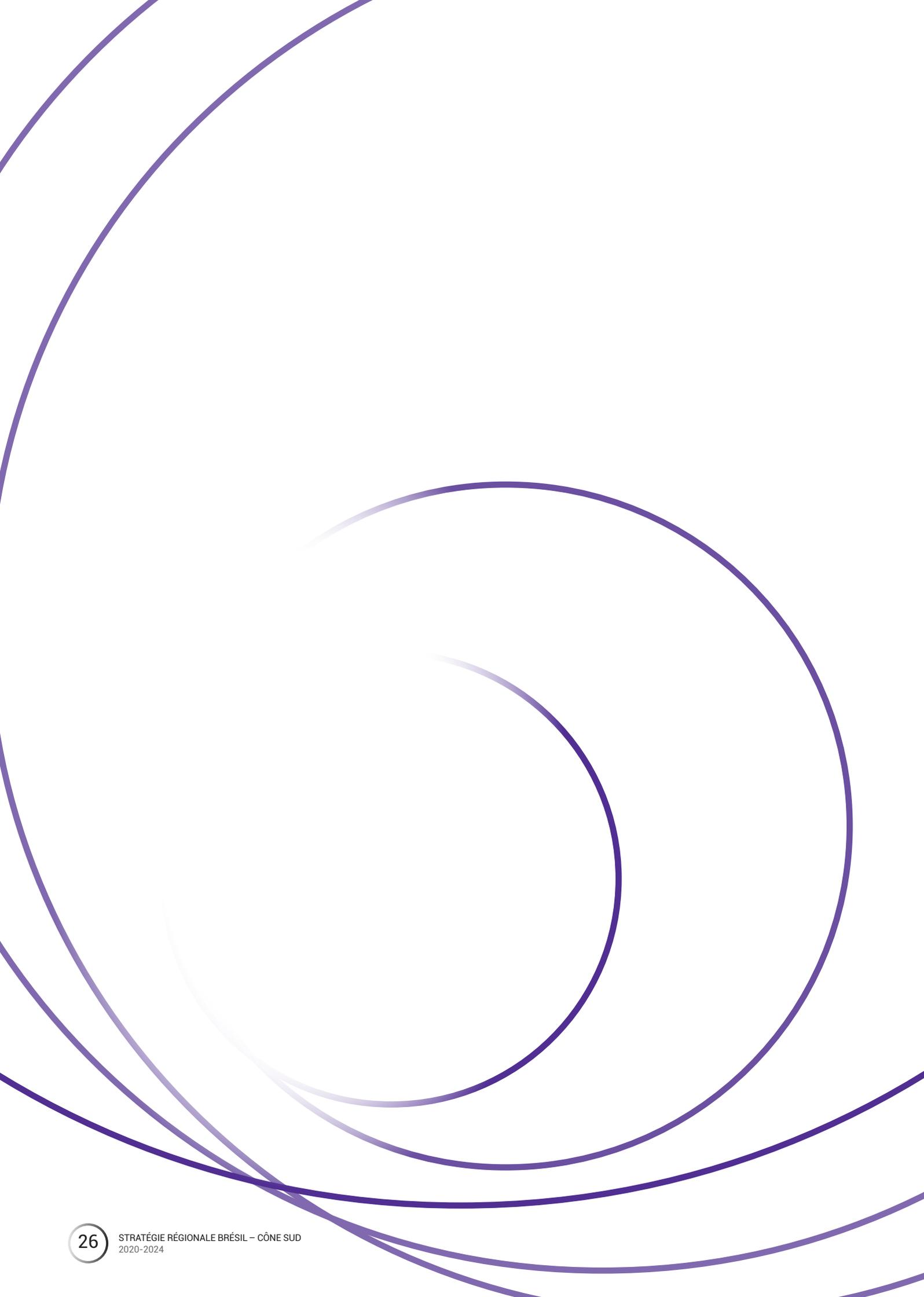


Autorisations et versements du Groupe par instrument entre 2015 et 2018 (en euros)



Répartition sectorielle des autorisations dans chaque pays





LISTE DES SIGLES

ABDE : Association de banques de développement au Brésil

AFD : Agence française de développement

ALC : Amérique latine et Caraïbes

ALIDE : Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement

AML : Amérique latine

APD : Aide publique au développement

AT : Assistance technique

BCS : Brésil Cône sud

BDMG : Banque de Développement du Minas Gerais

BEI : Banque européenne d'investissement

BICE : *Banco de Inversión y Comercio Exterior* (Banque d'investissement et du commerce extérieur)

BID : Banque Interaméricaine de Développement

BNB : Banque du Nordeste du Brésil

BNDES : Banque Nationale de Développement Economique et Social

BRDE : Banque Régionale de Développement de l'Extrême sud du Brésil

CABA : *Ciudad Autónoma de Buenos Aires*

CAD : Comité d'aide au développement de l'OCDE

CAF : *Corporacion Andina de Fomento* (Banque de développement de l'Amérique latine)

CAIXA (ou CEF) : *Caixa econômica federal* (banque publique, équivalent de la CDC en France)

CCEF : Conseiller du commerce extérieur de la France

CDN : Contribution Déterminée au niveau National

CEPAL : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

CICID : Comité interministériel de la coopération internationale et du développement

CIR : Cadre d'intervention régional

CIRAD : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

CL : Collectivité locale

DP : Dispositif de Recherche et d'Enseignement en Partenariat

DR : Direction régionale

EE : Efficacité Energétique

ENR : Energies renouvelables

ER : Energies renouvelables

FEXTE : Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences

FFEM : Fonds Français pour l'Environnement Mondial

FINEP : *Financiadora de Inovação e Pesquisa* (Finance Innovation et Recherche)

FMI : Fond monétaire international

FONPLATA : *Fondo financiero para el desarrollo de la Cuenca del Plata* (Fonds financier pour le développement du bassin de la Plata)

GEMMES : *General Monetary and Multisectorial Macrodynamics for the Ecological Shift*

GIZ : *Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (Agence allemande de coopération internationale)

ICC : Industries culturelles et créatives

IDE : Investissements directs étrangers

IDFC : *International Development Finance Club* (club Banques de développement non multilatérales)

M : million

MATER : Marché à terme dans le secteur des énergies électriques renouvelables (*Mercado a Término de las Energías Renovables*)

Md : milliard

MoU : *Memorandum of Understanding* (protocole d'entente)

NDB : *New Development Bank*

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

ODD : Objectifs de développement durable

OMC : Organisation mondiale du commerce

PIB : Produit intérieur brut

PIN : Programme Indicatif National

POS : Plan d'Orientation Stratégique

PPA : Parité de pouvoir d'achat

PPP : Partenariats Public-Privé

PT : Partido dos Trabalhadores (parti ouvrier)

RSE : Responsabilité sociale et environnementale

UE : Union européenne

Qu'est-ce que l'AFD ?

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

<http://www.afd.fr>

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Tél. : +33 1 53 44 31 31 – Fax. : +33 1 44 87 99 39
5, rue Roland Barthes, 75 598 Paris Cedex 12 – France

www.afd.fr